



## REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

### **Nombre de conseillers en exercice : 33**

L'an deux mille vingt quatre, le vingt cinq novembre à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 19 novembre 2024 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

### **Présent(e)s : 27**

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Agnès SIBILLE, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Luc HEBERT, Jean-Pierre LAURENT, Andrée BAR, Aliki PERENDOUKOU, Philippe QUERNE, Virginie VANDAELE, Laurent GILLE, Arnaud LECLERRE, Agnès MONTRICHARD

### **Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 3**

Nicolas SAJOUS donne pouvoir à Fabienne MALANDAIN  
Catherine OMONT donne pouvoir à Isabelle NOTHEAUX  
Corinne CHOUQUET donne pouvoir à Laurent GILLE

### **Excusé(e)s / Absent(e)s : 3**

Damien GUILLARD  
Virginie LAMBERT  
Nicole LANGLOIS

### **Secrétaire de séance**

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

## CONSEIL MUNICIPAL du 25 novembre 2024

**M\_DL241125\_181**

### VOEU - RELATIF AU PROJET DE LOI DE FINANCES 2025 ET AU RESPECT DE LA CAPACITÉ D'ACTIONS DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

**Monsieur Jérôme DUBOST, Maire** - Les collectivités territoriales, à commencer par les communes, ne sont pas la cause des déficits publics. La part des emprunts locaux dans le total de la dette publique est stable depuis des décennies.

Les collectivités, contrairement à l'Etat, n'empruntent pas pour couvrir des dépenses de fonctionnement mais exclusivement pour investir. L'évolution des dépenses de personnels des collectivités est chaque année impactée par la mise en œuvre de décisions de l'Etat non compensées à due concurrence.

Les collectivités locales réalisent près des trois quarts des investissements publics, contribuant ainsi à la vitalité économique du pays comme aux nécessaires transitions. Elles remplissent également un rôle essentiel auprès des habitants en déployant des politiques publiques de proximité visibles et concrètes : de la construction et l'entretien des écoles ou d'équipements sportifs, en passant par le fonctionnement des crèches, de la cantine scolaire et du périscolaire, du CCAS, du logement, en passant par la réponse aux enjeux de tranquillité publique et de sécurité pour un coût croissant alors que le renforcement des moyens de la police nationale se font attendre.

Avec leurs subventions et leurs aides aux équipements, les communes sont le premier soutien de la vie associative et sportive, le premier maillon de l'accès à la culture et aux loisirs. Elles assurent ce lien quotidien avec nos concitoyens, animent le vivre-ensemble et sont le premier recours, le premier intervenant lors de crises ou d'intempéries.

La reconnaissance du rôle fondamental de nos collectivités est actuellement mise en cause par son projet de loi de finances pour l'année 2025 prévoyant 10 milliards d'euros d'économies directes et induites sur les crédits destinés aux collectivités.

Le 30 octobre, l'ensemble des associations représentatives des élus du bloc communal a unanimement exprimé le refus de ces mesures injustes, d'une ampleur sans précédent, qui menacent les services publics locaux et les capacités d'investissement.

Le 20 novembre, toutes ces associations ont présenté une motion commune, rappelant ce rejet, ces risques, formulant des propositions concrètes.

Lors du Congrès de l'Association des Maires de France, Monsieur le Premier ministre n'a pas répondu à cette attente.

Les communes font face depuis plusieurs années à l'augmentation du coût de leurs actions. L'inflation affecte l'ensemble des services délivrés et des travaux. L'accumulation de mesures nationales non compensées pèsent lourdement sur nos finances tout comme l'accroissement des difficultés économiques et sociales qui pèsent sur les habitants et auxquelles nos communes et CCAS répondent.

*La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

Le prélèvement sur ressources, annoncé à hauteur de 3 milliards pour les 450 plus grandes collectivités touchera la Communauté urbaine, le Département et la Région et donc aura des incidences en direction des Montivillons.

Les réductions annoncées sur le fonds vert réduisent d'autant nos capacités à accélérer les transitions écologiques et les économies d'énergie.

La réduction du FCTVA menace nos budgets sur des dépenses déjà engagées.

Dans le même temps, nos communes répondent à l'augmentation de dépenses obligatoires liées à des décisions nationales, qu'il s'agisse de la participation obligatoire à l'assurance-prévoyance des agents ou de l'éventuelle augmentation des cotisations retraites auprès de la CNRACL.

Les collectivités ne peuvent pas servir de variable d'ajustement. D'autres pistes d'économie doivent être trouvées sans porter atteinte au service public.

**Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :**

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

VU le rapport de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire ;

**Après en avoir délibéré,**

**DÉCIDE**

- D'affirmer son soutien à la motion commune des associations d'élus « Restaurons la confiance », ci-jointe.
- De demander au Gouvernement de prendre en compte et de mettre en œuvre ces demandes et propositions.

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.**

Pour : 30

Contre : 0

***Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.***

***Pour extrait conforme au registre dûment signé.***

